

AFRICA *Dixit*

N°2 - AVRIL 2026 - EDITEUR RESPONSABLE : Jean Boole



Dans l'ombre du roi :

la route de Moulay El-Hassan
VERS LE TRÔNE

18-22



Léon XIV fait
la lumière sur
le côté obscur
10



Vue
d'esprit
03



Le changement
durable en
Afrique vien-
dra de l'inté-
rieur
34

14 - **Touria Azzaoui**... une voix parlementaire qui redéfinit le leadership politique

24 - **Dr. Redouane El Kadiri** parle du "transfert des compétences", des défis du retour et des enjeux politiques futurs .

10 - **Léon XIV** fait la lumière sur le côté obscur

100%
Familiale

Samedi
16 Mai
2026
20h00

La Marocaine 8 ZINA

Coming soon

INTERNATIONAL FASHION MODEL
& MISS ARAB WORLD EUROPE 2022

Maison de la Poste (Tour & Taxis)
7 Rue Picard 1000 Bruxelles Parking au N 11

INFOS & TICKETS SUR
WWW.SOFIA-EVENTS.BE

MILOUD JELLOUL
PRÉSIDENT & FONDATEUR
+32 475 227 954



CONTACTER-NOUS

Artwork by Simohamed Benaghmouch

Vue d'esprit

Par Jean Boole

Fallait-il se rendre jusqu'à Kinshasa, sous un soleil de carte postale, pour lancer une campagne visant à dissuader les Congolais de demander l'asile en Belgique ? La question mérite d'être posée.

Depuis la capitale congolaise, la ministre belge de l'Asile, Anneleen Van Bossuyt, a affirmé que « les Congolais viennent en Belgique chercher une vie meilleure », laissant entendre que ces demandes relèveraient avant tout d'un calcul opportuniste. Une déclaration qui, à elle seule, prétend expliquer l'augmentation des demandes d'asile congolaises.

Mais sur quoi repose une telle affirmation ? La ministre a-t-elle examiné les dossiers individuels pour en comprendre les motivations profondes ? Rien ne permet de l'affirmer. Une analyse rigoureuse aurait exigé des éléments concrets : une évaluation précise de la conformité de ces demandes aux critères de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. À défaut, ces propos relèvent davantage de l'impression que de l'expertise.

Derrière cette sortie médiatique, difficile de ne pas voir une forme de stigmatisation : celle d'un pays, la République démocratique du Congo, et de sa diaspora. Une posture qui interroge, tant elle simplifie à l'extrême une réalité complexe.

Car les questions migratoires ne peuvent être réduites à des slogans. Elles s'inscrivent au croisement d'enjeux économiques, politiques et géopolitiques. Les traiter exige des approches multiples : pragmatiques, solidaires et humanistes.

Certaines voix européennes semblent l'avoir compris. En Italie, la Première ministre Giorgia Meloni, souvent perçue comme ferme sur les questions migratoires, a récemment infléchi sa position. À l'écoute du patronat, confronté à une pénurie de main-d'œuvre, son gouvernement a opté pour une approche plus pragmatique.

Résultat : une augmentation du nombre d'étrangers régularisés, avec près d'un million de personnes concernées.

À l'opposé d'une logique strictement sécuritaire, d'autres appellent à une vision plus humaine. Le pape Léon XIV, lors d'un récent voyage en Afrique, a lancé un avertissement sans détour : « Malheur à nous si nous transformons la Méditerranée et le Sahara en cimetières où l'espérance elle aussi meurt. » Un message fort, invitant les dirigeants européens et africains à dépasser les réflexes de fermeture.

Ces prises de position résonnent d'autant plus que l'Europe fait face à une réalité économique incontournable : le manque de main-d'œuvre. L'Espagne, l'une des économies les plus dynamiques de l'Union européenne, accueille ainsi de nombreux migrants et procède à leur régularisation pour répondre à ses besoins.

Au sein de l'Union, le débat sur une immigration économique assumée et sur des régularisations à grande échelle s'intensifie. Il pourrait même devenir une ligne de fracture entre États membres.

Dans ce contexte, quelle voie choisira la Belgique ? Entre discours dissuasif et réalités économiques, le pays est à la croisée des chemins. On peut espérer qu'il saura tirer les leçons des critiques suscitées par la récente campagne de son ministre de l'Asile — et adopter une approche à la hauteur des enjeux.

SOMMAIRE



03 - Vue d'esprit

04- Financements ponctuels de l'Union européenne le long du corridor de Lobito : **50 millions d'euros pour l'Angola, 11 millions pour la RDC**

24 - **Dr. Redouane El Kadiri** parle du "transfert des compétences", des défis du retour et des enjeux politiques futurs .

10 - **Léon XIV** fait la lumière sur le côté obscur

30 - « **Le changement durable en Afrique** viendra de l'intérieur, porté par des leaders engagés et des citoyens qui refusent le statu quo. »

14 - **Touria Azzaoui**... une voix parlementaire qui redéfinit le leadership politique

Financements ponctuels de l'Union européenne le long du corridor de Lobito :



50 millions d'euros pour l'Angola, 11 millions pour la RDC

Théo Abedi Salumu ->

EN ANGOLA, TROIS CHAÎNES DE VALEUR AGRICOLES DANS LES PROVINCES LONGEANT LE CORRIDOR DE LOBITO ET COMPTANT POUR LE PROJET AGRINVEST DU GOUVERNEMENT DE LUANDA VONT BÉNÉFICIER D'UN FINANCEMENT NON REMBOURSABLE DE L'UNION EUROPÉENNE À LA HAUTEUR DE 50 MILLIONS D'EUROS POUR LEUR DÉVELOPPEMENT.

Il s'agit des céréales, des légumes et des fruits tropicaux, produits commerciables dans les provinces de Benguela, Huambo, Bié, Moxico et Moxico Leste. Le projet Agrinvest, amarré particulièrement au corridor de Lobito, vise la diversification de l'économie angolaise pour réduire sa dépendance aux revenus pétroliers et

garantir la sécurité alimentaire.

Selon l'ambassadrice de l'Union européenne citée par Angop, ce financement contribuera au développement de cette région stratégique bénéficiaire d'investissements ferroviaires récents, avec notamment la création d'emplois

pour les jeunes et les femmes. Le développement affectera les régions situées de part et d'autre de cette infrastructure ferroviaire et logistique reliant le port de Lobito jusqu'au sud de la République démocratique du Congo avec connexion en Zambie.

Mme Rosario Bento Pais a assuré que ce financement devrait couvrir un large éventail de domaines, allant de la production à la création des coopératives afin que les petits exploitants puissent contribuer et vendre leurs produits.

Le ministre angolais du Plan cosignataire de cet accord de financement pour le compte du gouvernement angolais n'a pas caché sa satisfaction. M. Victor Hugo Guilherme a mis l'accent sur l'afflux des fonds : « C'est l'objectif que nous poursuivons avec l'Union européenne et d'autres partenaires afin d'obtenir un soutien toujours plus important pour le développement du pays ».

11 millions d'euros pour la RDC

Dans le cadre du développement du corridor de Lobito, l'union européenne finance pour un montant de 11 millions d'euros deux nouveaux projets dans la province de Lualaba, dans le sud-est de la RDC.

Six millions d'euros sont affectés au projet

destiné à l'amélioration des échanges commerciaux sur cet axe logistique stratégique pour les exportations minerais critiques de la RDC et de la Zambie. Concrètement, il sera question, comme le relève bankable.com, de la simplification des procédures douanières, du renforcement des capacités institutionnelles et une meilleure coordination entre les administrations impliquées dans le transit des marchandises.

Le ministre angolais du Plan cosignataire de cet accord de financement pour le compte du gouvernement angolais n'a pas caché sa satisfaction.

L'Union européenne affecte 5 millions d'euros pour renforcer les capacités et compétences des jeunes dans le domaine numérique de manière à soutenir leur insertion professionnelle.

Par ces financements ponctuels qui, sans doute, en appellent d'autres pour des projets réputés structurants et sérieux à l'instar d'Agriinvest, l'UE tend à valoriser ses investissements dans le corridor ferroviaire Sakania-Lobito et continue à marquer son engagement envers la route occidentale d'exportation des minerais de RDC.

Théo Abedi Salumu



La FMEJ défend la liberté de la presse et l'indépendance de l'instance d'autorégulation

DANS UN APPEL AUX PARLEMENTAIRES ET À TOUTES LES CONSCIENCES SAGES, TOUT EN REJETANT L'HÉGÉMONIE DU GOUVERNEMENT A LA VEILLE DE L'EXAMEN EN COMMISSION DU PROJET DE LOI N° 26-09, LA FÉDÉRATION MAROCAINE DES ÉDITEURS DE JOURNAUX MET EN GARDE CONTRE UNE REPRISE EN MAIN GOUVERNEMENTALE DE L'INSTANCE D'AUTORÉGULATION DE LA PRESSE. DÉNONÇANT UN TEXTE MARQUÉ PAR DES DÉRIVES DE CONTRÔLE, UNE MARGINALISATION DES PROFESSIONNELS ET UN MÉPRIS DES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS, ELLE APPELLE LES PARLEMENTAIRES À ASSUMER LEUR RESPONSABILITÉ EN REJETANT UN PROJET JUGÉ RÉGRESSIF, AU NOM DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, DE L'INDÉPENDANCE DU SECTEUR ET DE L'IMAGE DÉMOCRATIQUE DU PAYS.

S'adressant le lundi 27 avril aux parlementaires et à toutes les forces de raison, le Bureau exécutif de la FMEJ, les appelle à assumer leur responsabilité « pour l'indépendance de l'instance d'autorégulation et contre l'hégémonie gouvernementale ». En voici la traduction.

« La Commission de l'enseignement, de la culture et de la communication à la Chambre des représentants poursuit, ce mardi 28 avril 2026, l'examen du projet de loi n° 26-09 relatif à la réorganisation du Conseil national de la presse, à travers l'étude des amendements et le vote des articles dudit projet. Une fois de plus, il apparaît clairement l'obstination du gouvernement et de son ministre de tutelle, ainsi que leur entêtement pour faire passer ce projet gouvernemental catastrophique, rejeté par la grande majorité des organisations professionnelles de journalistes et d'éditeurs, des associations de défense des droits humains, ainsi que par plusieurs forces politiques et centrales syndicales. Les députés appelés à assumer leur responsabilité historique

La Fédération marocaine des éditeurs de journaux, qui s'est opposée dès le départ au projet hégémonique du gouvernement et l'a combattu ouvertement, appelle les membres de la Chambre des représentants à assumer leur responsabilité historique pour protéger la liberté de la presse et l'indépendance de l'instance d'autorégulation, et, par conséquent, à rejeter et faire tomber le projet du gouvernement.

Le contournement de la décision de la Cour constitutionnelle

Elle s'étonne, par ailleurs, de la cécité politique et managériale qui caractérise l'attitude du ministère de tutelle au sein du

gouvernement actuel, de son insistance à contourner même la décision de la Cour constitutionnelle, de son refus d'ouvrir un véritable dialogue avec les organisations professionnelles, et de sa persistance dans une logique de fuite en avant et de prise de décision unilatérale.

La Fédération marocaine des éditeurs de journaux considère que la décision de la Cour constitutionnelle, qui a invalidé certaines dispositions du projet gouvernemental et insisté sur des principes constituant de véritables normes constitutionnelles directrices en la matière, n'a pas été respectée. Tout comme le manque d'issue de la commission provisoire mise en place par le gouvernement, l'existence d'un vide administratif et juridique que celui-ci n'a pas su combler. Outre l'implication du ministère et du gouvernement dans son ensemble dans les impasses liées au soutien public exceptionnel sans parvenir à s'en dégager, sans oublier le scandale retentissant déclenché par la célèbre vidéo...

Eviter de livrer la profession aux mains des lobbies de la médiocrité et de la rente

Tout cela, et bien d'autres éléments, a fait tomber l'ensemble du projet gouvernemental hégémonique et monopolistique, préparé dès le départ. Pourtant, le ministre de tutelle persiste aujourd'hui dans son entêtement à le faire adopter par le Parlement, ainsi qu'à travers la commission de gestion du soutien public, laquelle constitue à son tour un autre scandale, fondé sur les mêmes critères et la même logique que le projet de loi en cours d'examen.

L'intérêt de la profession et du secteur impose aujourd'hui de marquer un arrêt ferme face à ce gouvernement et à son ministre de tutelle après le désaveu infligé

par la Cour constitutionnelle, afin d'empêcher que ce gouvernement, dans les derniers mois de son mandat, ne réussisse à tuer l'expérience de l'autorégulation de la presse et à livrer la profession aux mains des lobbies de la médiocrité, de la rente et de la dégradation.

L'instance d'autorégulation de la presse doit être indépendante et composée de professionnels, journalistes et éditeurs, choisis par leurs pairs à travers des élections, et non par voie de nomination.

La représentativité au sein d'une telle institution, appelée à statuer sur l'éthique professionnelle et à rendre des décisions en la matière, ne doit pas reposer sur le critère du chiffre d'affaires ou du volume de capital, ce qui n'existe dans aucune expérience similaire à travers le monde.

De même, le fait de diluer la représentation des journalistes et d'écarter les syndicats professionnels constitue une erreur d'appréciation politique, rendant à l'avenir difficile toute réflexion collective sur les problématiques du secteur et sur son encadrement global, alors que le Maroc a longtemps été fier de son expérience distinctive à ce niveau.

Il est certain que le projet de loi relatif à la réorganisation du Conseil national de la presse comporte de nombreuses défaillances et régressions. Toutefois, s'arrêter en particulier sur les dispositions relatives à la composition du Conseil est essentiel, dans la mesure où elles traduisent la volonté gouvernementale d'hégémonie et de contrôle, notamment à travers le pouvoir disciplinaire. Cela s'ajoute, bien entendu, au fait de permettre au même lobby de contrôler les budgets du soutien public au

secteur ainsi que la commission chargée de leur gestion, instaurée par décret gouvernemental et arrêté ministériel conjoint.

Défendre l'image démocratique du Royaume et rejeter le projet gouvernemental

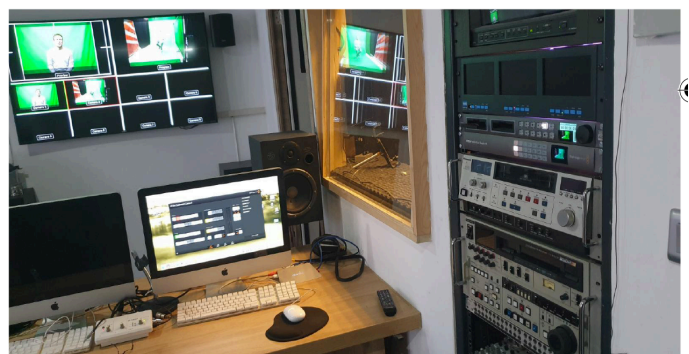
Au vu de ce qui précède, la Fédération marocaine des éditeurs de journaux espère que les membres de la Chambre des représentants prendront aujourd'hui la mesure des intentions de contrôle qui sous-tendent le projet gouvernemental, qu'ils s'inspireront de l'esprit de la décision de la Cour constitutionnelle, qu'ils seront attentifs au rejet exprimé par la majorité des organisations professionnelles et par l'opinion publique nationale, qu'ils défendront l'image démocratique du Royaume et qu'ils rejeteront le projet gouvernemental.

La Fédération marocaine des éditeurs de journaux réaffirme son engagement de principe, constant et ferme, dans la coordination professionnelle collective avec les organisations opposées au projet gouvernemental, ainsi que la poursuite de son plaidoyer commun avec les organisations de la société civile, les associations de défense des droits humains et les forces démocratiques contre la loi sur le Conseil de la presse et en faveur d'un cadre juridique pour le soutien public. »

La Fédération marocaine des éditeurs de journaux
Bureau exécutif



www.EurafricanPress.com



Journaliste, Blogueur,
Vlogger, Influenceur,
Asbl, Institution,
Ambassade, ONG
Inscrivez-vous sur :

Les membres bénéficient
de nombreux avantages :

- ✓ Networking
- ✓ Workshop
- ✓ Une plate-forme de communication
- ✓ Priorités sur nos événements
- ✓ La réservations du studio
- ✓ Studio TV,
- ✓ Studio photo,
- ✓ Cabine son...
- ✓ Équipe technique en priorité
- ✓ Échange avec nos contacts fédérations
de journalistes de plusieurs pays...



38, Rue de Cologne 1030 Schaerbeek - INFO : +32 (0)476992811 - info@eurafripressclub.com

DIPLOMATIE VATICANE | TOURNÉE AFRICAINE

Léon XIV fait la lumière sur le côté obscur

par Driss Macha



DU 13 AU 23 AVRIL, LE SUCCESSEUR DE PIERRE A SILLONNÉ QUATRE PAYS AFRICAINS AUX RÉALITÉS FORT DIFFÉRENTES : L'ALGÉRIE, LE CAMEROUN, L'ANGOLA ET LA GUINÉE ÉQUATORIALE. UN VOYAGE DE ONZE JOURS ET 18 000 KILOMÈTRE.



La première grande tournée africaine du pape Léon XIV aura été couronnée d'un succès populaire incontestable : des foules immenses

à Yaoundé, à Douala, à Luanda, à Malabo ; des messes célébrées devant des centaines de milliers de fidèles ; un accueil chaleureux réservé au Saint-Père par les chefs d'État des quatre pays visités. Cependant, cet enthousiasme populaire est, lui aussi, pleine de significations.

Car au-delà de la dimension spirituelle de ce voyage apostolique, la portée géopolitique en est très grande et réciproquement bénéfique, autant pour l'Afrique que pour l'Europe. Le Souverain Pontife, de l'ordre de Saint-Augustin, a livré à chaque étape un message d'une rare densité et faisant la lumière sur les situations dramatiques que connaît la population en africaine en général et dans les quatre pays visités en

Car au-delà de la dimension spirituelle de ce voyage apostolique, la portée géopolitique en est très grande et réciproquement bénéfique, autant pour l'Afrique que pour l'Europe.

particulier.

Il y a lieu de le souligner : rarement un chef de l'Église catholique aura porté, avec autant de franchise, un diagnostic aussi lucide sur les maux qui entravent le développement du continent africain et sur les responsabilités partagées des deux rives de la Méditerranée. Pour les décideurs réunis au sein de l'Union africaine et de l'Union européenne, pour les parlementaires et les ambassadeurs, ce voyage constitue un moment d'interpellation qu'il serait imprudent de réduire à une simple tournée pastorale. Revenons, étape par étape, sur les temps forts de ce périple et sur la substance des messages délivrés.

Alger et Annaba : la Méditerranée comme espace de sens

La première étape, en Algérie du 13 au 15 avril, était doublement historique. Elle l'était



pour le pays d'accueil, qui recevait pour la première fois un Souverain Pontife depuis son indépendance en 1962 ; et elle l'était pour le Pape lui-même, qui marchait sur les pas de son père spirituel, Saint-Augustin, évêque de l'antique Hippone, l'actuelle Annaba. C'est dire la charge symbolique de ce moment.

Mais au-delà du pèlerinage augustinien, Léon XIV a posé les jalons d'une lecture courageuse de l'espace méditerranéen. Devant les autorités réunies au Centre de conférences Djamaa el Djazair, le Pape a rendu un hommage appuyé au peuple algérien, « un peuple fier », avant d'aborder de front la question migratoire, qui empoisonne les relations entre les deux rives.

« Malheur à nous si nous transformons la Méditerranée et le Sahara en cimetières où l'espérance elle aussi meurt », a-t-il lancé. La formule est forte. Elle est surtout éclairante. En rappelant que ces espaces furent, historiquement, des « carrefours géographiques et spirituels d'une immense importance », le Saint-Père a invité à dépasser la logique sécuritaire qui tend aujourd'hui à primer sur toute autre considération. Un message destiné autant aux capitales européennes qu'aux chancelleries maghrébines et subsahariennes.

Yaoundé, Bamenda, Douala : un plaidoyer pour la bonne gouvernance

La deuxième étape, au Cameroun du 15 au 18 avril, aura été celle de la parole la plus franche. Et c'était nécessaire. Le pays de Paul Biya, traverse depuis plusieurs années une

séquence politique difficile, marquée par une crise sécessionniste dans les régions anglophones et, plus récemment, par les tensions postélectorales consécutives au scrutin présidentiel d'octobre 2025.

Léon XIV, au Palais de l'Unité, le Saint-Père a appelé les autorités camerounaises à un « examen de conscience » et à « un saut qualitatif courageux ». La formule est lourde de significations : « Il est temps de briser les chaînes de la corruption. »

Le message, bien que d'une rare franchise, n'est pas une ingérence. C'est une invitation à la responsabilité. Comme il l'a rappelé lui-même : « Gouverner, c'est écouter réellement les citoyens, estimer leur intelligence et leur capacité à contribuer à l'élaboration de solutions durables aux problèmes. » Autant dire que le Pape renvoie dos à dos les tentations autoritaires et les impatiences de la rue, en plaçant la société civile au cœur de la cohésion nationale. A Bamenda, les forces séparatistes dites de l'« Ambazonie » ont, d'elles-mêmes, décrété un cessez-le-feu de trois jours pour permettre à la visite papale de se dérouler dans un climat apaisé — fait rarissime dans ce conflit qui dure depuis près d'une décennie. Devant les fidèles rassemblés à la cathédrale Saint-Joseph, le Pape a élargi le propos à une dimension proprement géopolitique : « Ceux qui dépouillent votre terre de ses ressources investissent généralement une grande partie des bénéfices dans les armes, perpétuant ainsi un cycle sans fin de déstabilisation et de mort. » À Douala, enfin, devant les universitaires de l'Université catholique d'Afrique centrale, le Pape a livré une mise



en garde inédite sur l'usage détourné de l'intelligence artificielle, « qui alimente la polarisation, les conflits, les peurs et la violence ». L'Afrique n'est pas à l'écart de cette bataille-là non plus : elle en est, au contraire, l'un des terrains les plus exposés.

Luanda, Muxima, Saurimo : la question du partage des richesses

L'Angola, il faut le rappeler, est un cas d'école, pays lusophone majoritairement catholique, riche en pétrole et en diamants, il affiche un produit intérieur brut qui le classe parmi les économies avancées de l'Afrique subsaharienne ; mais, dans le même temps, près d'un tiers de sa population vit sous le seuil de pauvreté international de 2,15 dollars par jour, selon la Banque mondiale. Un paradoxe que les manifestations de juillet 2025, durement réprimées, ont cruellement mis en lumière.

Dans son discours au palais présidentiel de Luanda, en présence du président João Lourenço, le Pape a dénoncé les « catastrophes sociales et environnementales » engendrées par une « logique d'exploitation » des richesses

Dans son discours au palais présidentiel de Luanda, en présence du président João Lourenço, le Pape a dénoncé les « catastrophes sociales et environnementales » engendrées par une « logique d'exploitation » des richesses matérielles

matérielles. Puis, à la messe géante de Kilamba, devant quelque 100 000 fidèles, il a donné à son propos toute sa portée : « Nous pouvons et nous voulons construire un pays où les vieilles divisions seront définitivement surmontées, où la haine et la violence disparaîtront, où le fléau de la corruption sera guéri par une nouvelle culture de justice et de partage. »

Malabo, Mongomo, Bata : l'appel à la dignité

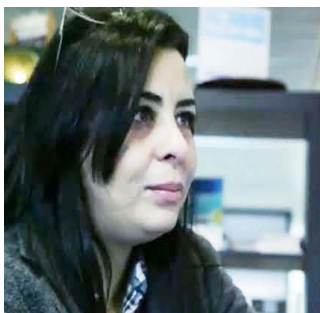
La dernière étape, en Guinée équatoriale du 21 au 23 avril, était la plus délicate. Le pays, dirigé depuis 1979 par le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, est régulièrement pointé du doigt pour les conditions dans lesquelles y est exercé le pouvoir.

C'est pourquoi le Pape a appelé au « respect des droits de chaque citoyen, de chaque famille, de chaque groupe social ». Puis, s'adressant à des dirigeants dont la référence religieuse est souvent mobi-

lisée comme élément de légitimation, il a fait entendre ces mots : « Dieu ne veut pas cela. Son saint Nom ne



Touria Azzaoui... une voix parlementaire qui redéfinit le leadership politique



Interview par
Madiha Mellasse

Dans un contexte où la crédibilité politique ne se mesure plus uniquement à la force des discours, mais à la capacité de produire des résultats concrets, certaines figures émergent en incarnant un renouvellement réel des pratiques politiques. Touria Azzaoui s'inscrit parmi ces profils qui traduisent une dynamique de transformation du leadership politique au Maroc. Son parcours parlementaire dépasse la simple fonction institutionnelle. Il s'inscrit dans un contexte marqué par les mutations du système politique marocain, notamment à la lumière des réformes constitutionnelles qui ont renforcé le rôle du Parlement en tant qu'espace de débat, de contrôle et de proposition. Dans ce cadre, son action reflète une capacité d'adaptation aux nouvelles exigences de la vie politique, où l'efficacité et la proximité avec les citoyens deviennent des critères essentiels. Ce qui distingue particulièrement son approche, c'est sa conception du travail parlementaire comme un engagement quotidien. Il ne s'agit pas seulement d'une présence formelle au sein de l'institution, mais d'une interaction constante avec les préoccupations des citoyens, à travers le suivi des dossiers, la formulation de questions et la participation active aux débats législatifs. Cette pratique traduit une volonté de donner un sens concret à la représentation politique, en la reliant directement aux attentes sociales. L'un des aspects les plus marquants de son profil réside dans la combinaison entre formation académique et engagement politique. Cette double dimension lui permet d'aborder les enjeux publics avec une lecture à la fois analytique et pragmatique. Elle ne se limite pas à accompagner les transformations sociales, mais cherche à les comprendre et à les intégrer dans l'élaboration des politiques publiques. Dans cette perspective, l'attention qu'elle accorde aux

jeunes et aux femmes constitue un choix stratégique. Loin d'un simple positionnement discursif, elle considère ces catégories comme des acteurs centraux du changement, en œuvrant pour une participation plus effective et une autonomisation réelle. Par ailleurs, son action s'inscrit dans un environnement politique en mutation, marqué par des attentes citoyennes croissantes, une demande accrue de transparence et une nécessité de renouvellement des élites politiques. Dans ce contexte, son expérience met en lumière les défis auxquels fait face la nouvelle génération d'acteurs politiques, tout en soulignant les opportunités offertes pour renforcer la confiance entre les citoyens et les institutions.

Touria Azzaoui... une voix parlementaire qui ne se contente pas de représenter, mais qui contribue activement à transformer la pratique politique au Maroc.

Il convient également de souligner que son parcours reflète une transformation du rapport à la politique elle-même. Là où certaines pratiques traditionnelles reposaient sur la distance et la symbolique, émerge aujourd'hui un modèle fondé sur la proximité, l'écoute et l'interaction. Cette évolution contribue à redéfinir les contours du leadership politique. Ainsi, le parcours de Touria Azzaoui ne saurait être réduit à une trajectoire individuelle. Il illustre une transformation plus large dans

la manière dont se construisent les élites politiques au Maroc, où la compétence, l'engagement et la responsabilité deviennent des piliers fondamentaux. En conclusion, son expérience dépasse le cadre personnel pour s'inscrire dans une dynamique collective de redéfinition du leadership politique, où l'action, la crédibilité et la proximité avec les citoyens occupent une place centrale. Touria Azzaoui... une voix parlementaire qui ne se contente pas de représenter, mais qui contribue activement à transformer la pratique politique au Maroc.



INTERVIEW DU MOIS

immobilier :

ARMAND NOUMBO

Interview par Driss Macha

□ LE PREMIER SALON INTERNATIONAL DE L'IMMOBILIER DE BRUXELLES EST UNE VITRINE INTERNATIONALE POUR LES OPPORTUNITES D'INVESTISSEMENTS DANS L'IMMOBILIER EN AFRIQUE □

Africadixit : Le 6 mars dernier lors d'une conférence, à Tour \$ Taxis, vous avez lancé la campagne officielle du 1er salon africain de l'immobilier à Bruxelles, qui aura lieu du 25 au 27 juin. Pourquoi avez-vous pris cette initiative, et à qui s'adresse une telle activité économique, est-ce seulement aux Africains ?

Armand NOUMBO : C'est un événement qui a pour but de mettre sur une vitrine internationale les opportunités d'investissement dans l'immobilier en Afrique. Nous mettrons plus en exergue les mesures incitatives afin d'encourager les potentiels investisseurs. Ces mesures distinguent ceux qui souhaitent rentabiliser leurs investissements et ceux qui ne le souhaitent pas.

Africadixit : Vous savez les difficultés d'accès aux crédits pour la majorité des Africains de la diaspora même pour financer les acquisitions des biens immobiliers en Belgique ? Comment comptez-vous les aider ou les encadrer pour financer l'achat des biens immobiliers en Afrique ?

AN : L'accès au crédit immobilier en Belgique n'est pas restrictif. Il est juste réglementé et reste ouvert à toute personne qui remplit les conditions requises. Par ailleurs et depuis plusieurs décennies, la problématique de l'accès aux financements pour investir en Afrique est l'objet de débats et conférences. Les banques et institutions financières en Europe ne connaissent pas assez le marché africain pour prendre des risques. Ce qui n'aide pas beaucoup les acteurs de l'immobilier en Afrique et limite la volonté de ceux qui souhaitent y investir. À ce jour, le débat a fini par susciter l'intérêt de quelques structures qui viendront proposer quelques pistes au SIAB 2026.

Africadixit : L'insécurité juridique, la protection des propriétés en Afrique, la multiplication des démarches administratives, la corruption ne vont pas constituer des obstacles pour la réussite d'une telle initiative ?

AN : Nous avons prévu plusieurs conférences qui visent justement à analyser les difficultés du marché de l'immobilier en Afrique. Nous ne saurons avoir le même regard sur l'ensemble des pays africains visés par le salon. Les meilleurs exemples pourront tirer les autres. Connaissez-vous un seul marché sans difficultés, où l'investisseur s'engage sans les connaître ? Les

difficultés du marché africain ont leurs particularités et le SIAB vise à renseigner et rassurer chaque investisseur.

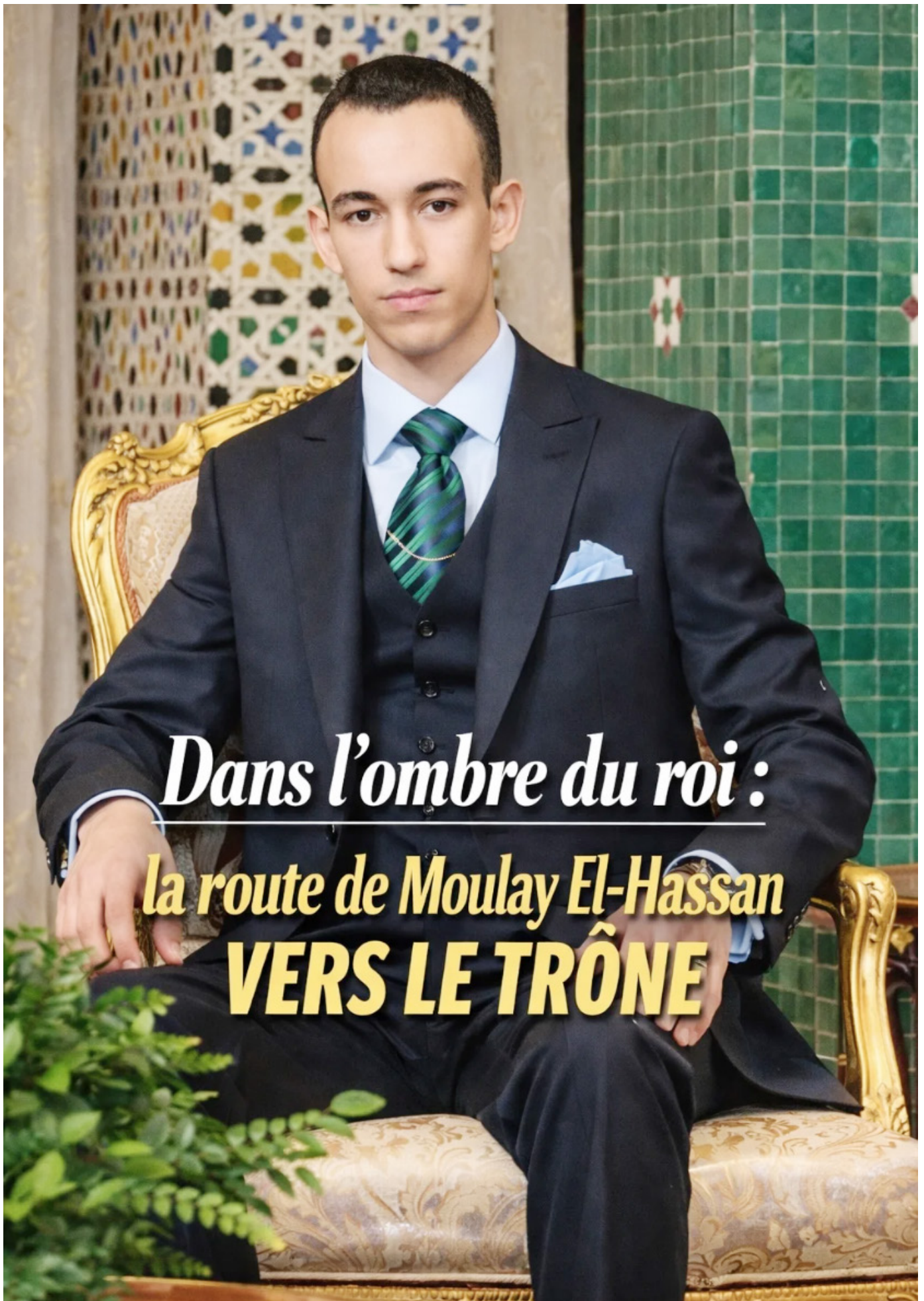
Africadixit : Quels sont vos partenaires privés ou étatiques ? comment envisager cette collaboration ?

L'accès au crédit immobilier en Belgique n'est pas restrictif. Il est juste réglementé et reste ouvert à toute personne qui remplit les conditions requises

AN : Le SIAB 2026 est

parrainé par l'Etat du Burkina Faso à travers son Ministère de l'Habitat. C'est un parrainage institutionnel qui nous a octroyé une certaine crédibilité. Nous avons également le soutien de quelques membres de gouvernement qui feront le déplacement de Bruxelles. Plusieurs autres partenaires soutiennent l'événement et profitent pour agrandir la visibilité de leur belle image.

Propos recueillis Jean Boole



Dans l'ombre du roi :
la route de Moulay El-Hassan
VERS LE TRÔNE

Dans l'ombre du roi : la route de Moulay El-Hassan vers le trône

Isaac Hammouch->



Isaac Hammouch est journaliste, écrivain et essayiste, spécialiste des relations internationales et de la géopolitique contemporaine. Il publie dans plusieurs médias belges, européens et internationaux.

BRUXELLES-PARIS-RABAT — UNE TRANSITION SILENCIEUSE S'OPÈRE DANS LES COULOIRS DU PALAIS ROYAL DE RABAT. LE PRINCE HÉRITIER MOULAY EL-HASSAN, 22 ANS, ACCOMPLIT SA MUE PROGRESSIVE VERS LES RESPONSABILITÉS SOUVERAINES DANS UN BALLET SAVAMMENT ORCHESTRÉ PAR SON PÈRE, LE ROI MOHAMMED VI, QUI VEILLE À CHAQUE ÉTAPE DE CETTE FORMATION SANS PRÉCÉDENT DANS L'HISTOIRE DE LA DYNASTIE ALAOUITE. CETTE PRÉPARATION MÉTHODIQUE TÉMOIGNE DE LA VITALITÉ DES INSTITUTIONS MONARCHIQUES MAROCAINES ET DE LEUR CAPACITÉ D'ADAPTATION AUX DÉFIS CONTEMPORAINS, TOUT EN SOUHAITANT UNE LONGUE ET PROSPÈRE VIE À L'ACTUEL SOUVERAIN. ELLE TRADUIT ÉGALEMENT, DE MANIÈRE PLUS IMPLICITE, UNE VOLONTÉ D'ANTICIPATION DANS UN CONTEXTE RÉGIONAL OÙ L'IMPRÉPARATION NE LAISSE AUCUNE MARGE D'ERREUR.

Une succession anticipée dans la sérénité institutionnelle:

Au fil des années, le roi Mohammed VI, 61 ans, a progressivement délégué certaines responsabilités représentationnelles à son fils, une démarche qui s'inscrit dans la logique naturelle de la transmission des savoir-faire monarchiques. Cette transition douce et maîtrisée illustre la maturité des institutions marocaines et leur capacité à préparer l'avenir dans la stabilité, sans rupture ni précipitation.

Les apparitions publiques du souverain se font plus sélectives, privilégiant les moments stratégiques, tandis que le prince héritier assume un rôle croissant dans la représentation nationale. Lors de la cérémonie d'ouverture de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2025, le 21 décembre dernier, c'est ainsi Moulay El-Hassan, alors

âgé de 22 ans, qui a présidé l'événement en lieu et place de son père, sous une pluie battante mais sans parapluie, affichant une prestance qui a marqué les esprits. Ce choix délibéré de délégation révèle une confiance totale dans les capacités du jeune prince et une volonté d'habituer l'opinion publique à sa présence sur la scène nationale et internationale, dans un cadre réel et non symbolique.

Cette mise en avant progressive n'a rien d'anodin. Elle participe d'une pédagogie du pouvoir, à la fois à destination de l'opinion publique, des corps constitués et des partenaires étrangers. En d'autres termes, la monarchie ne se contente pas de préparer un héritier ; elle prépare aussi le regard qui se posera sur lui.

La « fabrique des rois » à l'ère moderne:

La préparation de Moulay El-Hassan s'inscrit dans une tradition séculaire de la monarchie alaouite, mais avec des méthodes résolument modernisées. Fondé en 1942 par Mohammed V, le Collège royal a accueilli le jeune prince dès son plus jeune âge, lui offrant une formation diversifiée alliant éducation religieuse, enseignement moderne, activités sportives et artistiques, ainsi que l'assimilation du système protocolaire de dar al-makhzen.

Contrairement à son père et à son oncle Moulay Rachid, qui avaient tous deux étudié le droit à l'Université Mohammed V de Rabat, le prince héritier a opté pour un cursus novateur à la Faculté de Gouvernance, Sciences Économiques et Sociales (FGSES) de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P). Ce choix stratégique révèle une vision moderniste de la gouvernance, axée sur les politiques publiques et les enjeux géopolitiques africains, dans un contexte où ces dimensions deviennent centrales pour l'avenir du Royaume.

Son parcours universitaire, d'une charge considérable avec 1950 heures réparties sur six semestres, comprend 38 modules couvrant la science politique, le droit constitutionnel, l'économie et les relations internationales. Cette formation, qu'il a débutée après avoir obtenu son baccalauréat, a été encadrée par des personnalités de premier plan, notamment Mostafa Terrab et Karim El-Aynaoui, qui lui ont sélectionné des enseignements de pointe dans un cadre pédagogique à l'américaine, traduisant une volonté d'ouverture assumée.

Cette orientation est importante. Elle dit quelque chose du rapport nouveau qu'une monarchie comme celle du Maroc entretient avec son propre avenir. La question n'est plus seulement celle de la légitimité historique ou de la continuité dynastique. Elle est aussi celle de la compétence, de la maîtrise des enjeux mondiaux, de la compréhension des mutations économiques, sociales et géopolitiques qui redessinent les rapports de force.

La thèse de doctorat : une étape décisive:

L'actualité récente révèle que le prince héritier a franchi un nouveau cap dans son parcours académique. Selon des informations parues fin 2025, Moulay El-Hassan a entamé les travaux de recherche pour une thèse de doctorat en relations internationales et sciences géostratégiques. Cette démarche, qui mêle formation universi-

taire et apprentissage stratégique, témoigne d'une volonté d'approfondir son expertise dans des domaines qui seront au cœur de son futur rôle.

Cette orientation académique n'est pas sans rappeler le parcours de son père : Mohammed VI avait lui-même obtenu un doctorat en droit à l'Université Nice-Sophia Antipolis en 1993, avec une thèse intitulée « La coopération entre la Communauté économique européenne et l'Union du Maghreb arabe ». La continuité dynastique se nourrit ainsi d'une exigence académique qui participe à la crédibilité de l'exercice du pouvoir.

Là encore, le symbole dépasse largement l'université. Dans un monde où les chefs d'État sont appelés à arbitrer des crises de plus en plus complexes, la formation intellectuelle devient un élément de légitimation à part entière. Elle donne à voir un prince appelé non seulement à régner, mais aussi à comprendre, à analyser, à anticiper.

L'installation au cabinet royal : immersion dans les arcanes du pouvoir:

Au-delà de la formation théorique, la préparation de Moulay El-Hassan s'accélère par une immersion pratique sans précédent. Depuis plusieurs mois, une véritable « révolution silencieuse » s'opère au palais : le prince héritier dispose désormais de son propre bureau au sein du cabinet royal, une installation qui lui permet, selon des sources proches du palais, de « s'accoutumer avec les arcanes du pouvoir ».

Cette proximité quotidienne avec les rouages de l'État marque une évolution notable dans les méthodes de formation princière, généralement plus distantes des centres de décision. L'héritier du trône aurait ainsi déjà participé à plusieurs conseils des ministres, une expérience inédite lui offrant une compréhension concrète des mécanismes décisionnels du royaume.

Cette montée en puissance s'accompagne d'un soutien institutionnel de plus en plus visible. Lors de la dernière Fête du Trône à Tétouan, les principales institutions politiques, militaires et économiques du royaume ont réitéré leur loyauté au futur souverain, consolidant ainsi sa légitimité naissante dans un cadre à la fois formel et symbolique.

Il faut mesurer ce que cela signifie. L'apprentissage du pouvoir ne se réduit plus à la représentation, au protocole ou aux apparitions publiques. Il s'effectue désormais

au plus près de l'État réel, là où se prennent les décisions, là où s'expriment les équilibres, là où se nouent les arbitrages. Cette immersion précoce peut être lue comme le signe d'une volonté d'éviter toute rupture entre l'exercice théorique de l'autorité et sa pratique concrète.

Une présence publique assumée et croissante:

La CAN 2025 a constitué un moment d'accélération médiatique pour le prince héritier. Placé entre le président des Comores Azali Assoumani et le président de la FIFA Gianni Infantino, Moulay El-Hassan a donné le coup d'envoi du match inaugural Maroc-Comores, serrant la main de chaque joueur avec une solennité qui a impressionné l'assistance.

Cette visibilité croissante s'inscrit dans une stratégie de présence progressive. Le jeune prince assume désormais un rôle de représentation de plus en plus important : cérémonies militaires au Collège royal de l'enseignement militaire supérieur (CREMS), réceptions officielles, dîners au palais de Tétouan avec les participants des colonies de vacances organisées par l'institution arabo-islamique — chaque apparition contribue à installer une image de continuité.

Sa polyvalence linguistique — arabe, amazighe, français, anglais et espagnol — ainsi que sa pratique assidue de l'équitation et du basketball, dessinent le portrait d'un prince moderne, ouvert sur le monde, contrastant avec les préoccupations des générations précédentes davantage marquées par les questions de souveraineté nationale. Dans ce registre, chaque détail compte. La posture, le regard, la manière d'occuper l'espace, la capacité à incarner la fonction sans en forcer les traits : tout cela participe à la fabrication d'une présence.

La monarchie, institution du temps long, sait que l'image d'un futur souverain se construit bien avant son accession au trône.

Les séjours parisiens et la constitution d'un futur cabinet:

Si les informations concernant les séjours discrets de Moulay El-Hassan à Paris demeurent partiellement confidentielles, elles s'inscrivent dans une logique de formation internationale cohérente. Le programme de la FGSES de l'UM6P prévoit des possibilités d'échanges avec plus de 90 universités partenaires dans le monde, offrant au futur roi une ouverture internationale structurante.

Si les informations concernant les séjours discrets de Moulay El-Hassan à Paris demeurent partiellement confidentielles, elles s'inscrivent dans une logique de formation internationale cohérente

Ces périodes passées en France participent d'une stratégie de constitution progressive d'un réseau et d'une culture diplomatique essentiels pour un chef d'État du XXI^e siècle. Le choix de Paris comme destination privilégiée de ces séjours s'explique également par la présence de la princesse Lalla Salma, mère du prince héritier, qui entretient une relation complice avec son fils.

Là encore, il ne s'agit pas seulement d'un détail biographique. Dans un environnement international où les relations personnelles, les réseaux d'influence et la familiarité avec les codes des grandes capitales jouent un rôle croissant, ces séjours participent d'une préparation plus large. Ils permettent au futur souverain de s'inscrire dans des espaces où se fabriquent aussi les équilibres diplomatiques de demain.

La question de la succession : vers un Hassan III ?

À 22 ans, Moulay El-Hassan a franchi le seuil de la majorité constitutionnelle, fixée à 18 ans depuis

la révision constitutionnelle de 2011. Cette majorité légale élimine la nécessité d'un conseil de régence en cas de succession, positionnant le jeune homme comme un successeur potentiellement prêt à assumer ses responsabilités royales.

L'oncle du prince héritier, Moulay Rachid, frère cadet de Mohammed VI, demeure une figure d'importance dans les conversations concernant l'avenir du trône. Bien que la Constitution de 2011 établisse clairement la primogéniture masculine, des rumeurs récurrentes évoquent des ambitions alternatives au sein de la famille royale, particulièrement lors des périodes de délégation accrue des responsabilités par le souverain.

Le roi Mohammed VI a néanmoins pris des mesures préventives pour sécuriser la succession de son fils : transfert de la sécurité royale aux militaires, adoption d'une loi organique sur le fonctionnement du Conseil de régence en 2016, et constitution d'une fortune à la hauteur de la fonction princière. La loi organique de 2016 a d'ailleurs renforcé les pouvoirs du futur roi en réduisant la portée du Conseil de régence, qui n'exercerait en réalité aucun pouvoir substantiel en cas de minorité.

Sur ce point, la monarchie marocaine montre une constante : elle ne laisse jamais le hasard s'installer durablement au cœur de la question successorale. La clarté juridique, la consolidation institutionnelle et la préparation politique répondent à une même logique, celle de la continuité. Ce souci d'anticipation est d'autant plus important que la stabilité monarchique reste, au Maroc, l'un des principaux piliers de l'architecture nationale.

Le style du futur souverain : entre tradition et modernité:

Les observateurs s'accordent pour déceler dans la préparation de Moulay El-Hassan les contours d'un style de règne potentiellement différent. Sa proximité supposée avec sa mère, ses apparitions plus décontractées et son refus présumé du protocole traditionnel du baisemain dessinent le portrait d'une monarchie potentiellement plus accessible.

Cette modernité affichée ne doit cependant pas masquer les exigences de la fonction. Le prince héritier a été promu au grade de colonel-major par son père, une distinction qui témoigne de son initiation aux responsabilités militaires qui incomberont au chef suprême des Forces armées royales. Des témoignages rapportent un caractère affirmé, voire jupitérien, lors de certaines circonstances, révélant une personnalité déjà marquée par les impératifs du commandement.

C'est peut-être là que se joue l'un des équilibres les plus délicats. Être de son temps sans rompre avec la solennité de la fonction. Incarner une monarchie plus proche sans l'exposer à une banalisation excessive. Montrer une forme de simplicité sans affaiblir la verticalité du pouvoir.

Tout futur souverain est attendu sur cette ligne de crête. Moulay El-Hassan semble, à ce stade, apprendre à s'y tenir.

L'oncle du prince héritier, Moulay Rachid, frère cadet de Mohammed VI, demeure une figure d'importance dans les conversations concernant l'avenir du trône

Dans l'ombre du souverain, sans précipitation mais sans improvisation, se dessine ainsi une transmission maîtrisée du pouvoir. Plus qu'une simple succession dynastique, c'est une continuité stratégique qui se construit, à mesure que le prince héritier s'installe dans le paysage institutionnel et dans l'imaginaire collectif. Dans un environnement régional marqué par les incertitudes, cette préparation progressive apparaît

moins comme un luxe que comme une nécessité.

Ce qui se joue aujourd'hui ne relève donc pas uniquement de l'histoire d'un héritier appelé, un jour, à monter sur le trône. Il s'agit aussi d'un moment politique, d'une phase de structuration silencieuse où la monarchie prépare l'avenir avec méthode, sans rupture visible, mais avec une détermination manifeste. Dans cette montée en puissance progressive, le Maroc donne à voir une certaine idée de la continuité : une continuité pensée, organisée, encadrée, dans laquelle la figure du prince héritier prend déjà, peu à peu, l'épaisseur d'un destin d'État.

Isaac Hammouch
<https://bxl-media.com/>

INVEST

DUBAI mag.com

à Bruxelles
info@investdubaimag.com



< > C [grid icon] [lock icon] investdubaimag.com [share icon] [social media icons] [user icon]

BLOG 23 NOVEMBRE 2025

LE LOYER À L'ANNÉE À DUBAÏ : ENQUÊTE SUR UNE RÉFORME QUI N'EN EST PAS UNE

[comment icon] [share icon] 0 SHARES

INVESTISSEMENT Dubai

BLOG 25 MAI 2025

INVESTISSEMENT IMMOBILIER À DUBAÏ : VOTRE GUIDE COMPLET POUR RÉUSSIR EN 2026

[comment icon] [share icon] 0 SHARES

NOUVEAU PROJET 5 MARS 2025

NOUVEAUX PROJETS IMMOBILIERS À DUBAÏ : COMMENT FAIRE LE BON CHOIX ?

[comment icon] [share icon] 0 SHARES

BLOG 3 MARS 2025

APPARTEMENT VUE SUR LE LAGOON À VENDRE À DUBAÏ PAS CHER, THE WATERWAY

[comment icon] [share icon] 0 SHARES

BLOG 2 AVRIL 2024

53 RÉALISATIONS ARCHITECTURALES ET EMBLÉMATIQUES DE DUBAÏ

[comment icon] [share icon] 0 SHARES

BLOG 30 MARS 2024

DUBAÏ : TOUS LES ÉVÉNEMENTS ET SPECTACLES À NE PAS MANQUER !

[comment icon] [share icon] 0 SHARES

Dr. Redouane El Kadiri parle du “transfert des compétences”, des défis du retour et des enjeux politiques futurs .



Présentation de l'invité->

LE DR REDOUANE EL KADIRI EST ORIGINAIRE DE LA VILLE D'OUJDA. EXPERT INTERNATIONAL EN SCIENCES POLITIQUES ET EN DIPLOMATIE, IL A OCCUPÉ DE HAUTES FONCTIONS POLITIQUES AU CŒUR DE L'ÉTAT BELGE (CHEF DE CABINET DANS PLUSIEURS MINISTÈRES – FINANCES, INTÉRIEUR ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES – AINSI QUE CHARGÉ D'AFFAIRES AU SEIN DU CABINET DU PRINCE PHILIPPE NOMARQUE ACTUELLE
IL PRÉSIDE ACTUELLEMENT “LA FÉDÉRATION DES COMPÉTENCES MAROCAINES RÉSIDANT À L'ÉTRANGER” ET EST L'AUTEUR DE L'OUVRAGE « LES MIGRANTS MAROCAINS EN TANT QUE COMPÉTENCES À L'ÉTRANGER ET ESPOIR DU RETOUR ».

Premier axe : Parcours professionnel et transition vers le "projet national"

Africadixit :

Vous avez occupé plusieurs fonctions politiques en Belgique, puis vous vous êtes orienté vers les questions des compétences marocaines à l'étranger à travers la présidence de la fédération des compétences. Quelles sont les raisons de ce choix ?

Dr El Kadiri :

Je ne considère pas cela comme un changement, mais plutôt comme un retour aux sources et une mise à profit de mon expérience dans son cadre naturel. Comme beaucoup de Marocains attachés à leur patrie, j'ai choisi de renoncer à de nombreux avantages et au confort offerts par mes fonctions en Belgique, convaincu que mon pays mérite cette expertise. J'ai décidé d'investir mon temps, mes relations et mon expérience au Maroc, afin de mettre mes expériences dans sont ensemble aux nouvelles générations, notamment les troisième et quatrième générations issues de la diaspora marocaine. Ce projet c'est une manière de rendre au Maroc ce qu'il m'a donné, et de montrer que l'argent n'est pas tout : l'essentiel est de contribuer au développement du pays dans un contexte de mutations géostratégiques et géoéconomiques.

Africadixit :

Quels sont les objectifs principaux de cette université ? Et qu'avez-vous déjà accompli ?

Dr El Kadiri :

Notre objectif principal est de devenir un pont solide entre les compétences marocaines à l'étranger et les centres de décision au Maroc.

Nous travaillons à organiser, orienter et mobiliser des expertises de haut niveau afin de proposer des solutions concrètes dans divers domaines. Nous avons réussi à constituer un réseau important de compétences plaçant l'intérêt de l'État au-dessus de toute considération.

Ce qui reste à faire, c'est institutionnaliser davantage ce rôle pour garantir la continuité et l'impact durable de ces contributions, notamment dans le cadre du nouveau modèle de développement.

Deuxième axe : Force de proposition et initiatives stratégiques

AFRICADIXIT :

Votre organisation est aujourd'hui perçue comme une force de proposition. Pouvez-vous nous en dire plus sur vos contributions ?

Dr El Kadiri :

Nous pensons que l'époque de l'action associative ou politique ponctuelle est révolue. Nous avons élaboré plusieurs mémorandums stratégiques et rapports analytiques remis aux institutions marocaines.

Ces documents abordent des questions essentielles, allant de l'activation des droits constitutionnels des Marocains du monde à l'intégration des compétences dans les grands projets de développement.

Notre objectif est de passer d'une logique de revendications sectorielles à une vision globale proposant des solutions nationales. Nous proposons de véritables feuilles de route basées sur une expertise internationale.

Troisième axe : Entre théorie académique et réalité institutionnelle .

AFRICADIXIT :

Dans votre livre, vous évoquez la problématique du retour.

Comment comparez vous l'environnement européen et la réalité institutionnelle au Maroc ?

Dr El Kadiri :

La différence principale réside dans la culture de valorisation des compétences. À l'international, les opportunités sont ouvertes en fonction de la valeur ajoutée.

Dans notre contexte local, malgré les efforts d'attraction des talents, certaines dynamiques internes peuvent freiner leur intégration ou limiter leur impact, au lieu de favoriser leur réussite.

J'ai constaté que certains responsables subissent des pressions qui ralentissent leur efficacité. Ce phénomène constitue un frein au développement.

Le retour n'est pas seulement une question d'identité, mais il se heurte parfois à des mentalités administratives qui ne reconnaissent pas pleinement la valeur des compétences.

Quatrième axe : Engagement politique et Marocains du monde .

AFRICADIXIT :

Comment conciliez -vous votre rôle fédéralisme et votre engagement politique au sein de l'Union socialiste des forces populaires ?

Dr El Kadiri :

Nous veillons à séparer clairement les deux activités. Mon engagement politique s'inscrit dans une conviction : celle de travailler depuis les institutions.

L'immense expérience que j'ai acquise en Belgique et à travers le monde entier est aujourd'hui mise au service du parti et des institutions nationales, dans le respect des règles éthiques et de la confidentialité.

AFRICADIXIT :

Quelle est la position du parti sur la participation politique des Marocains du monde ?

Dr El Kadiri :

L'Union socialiste a toujours défendu ce droit. Nous considérons les Marocains du monde comme des citoyens à part entière. Si ce dossier n'a pas encore abouti, c'est en raison de contraintes logistiques et parfois d'un manque de volonté politique de certaines parties.

Nous militons pour l'application effective de la Constitution, notamment l'article 17, afin de garantir une représentation équitable des Marocains résidant l'étranger.

Cinquième axe : Diplomatie partisane et enjeux futurs.

AFRICADIXIT :

La conférence de Bruxelles en mai 2025 a été un moment important qui a réuni 450 participants venant de 13 DIFFÉRENTS Quel message vouliez-vous transmettre ?

Dr El Kadiri :

Cette conférence a été une illustration concrète de la diplomatie partisane au cœur de l'Europe. Nous avons voulu montrer que les compétences marocaines à l'étranger constituent un levier stratégique pour défendre les intérêts Souveraine supérieurs du Royaume.

Concernant l'Espagne, il est nécessaire de renforcer la coordination stratégique avec les partenaires, notamment les partis alliés

LE CABINDA AMORCE UNE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE



DEPUIS LE MOIS DE FÉVRIER DERNIER, LE CABINDA EST DEVENU UN ÉTAT INDÉPENDANT SELON LA DÉCLARATION UNILATÉRALE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FLEC-FAC (FRONT DE LIBÉRATION DU CABINDA-FORCES ARMÉES CABINDAISES), JACINTO ANTONIO TELICA. PAS DE TEMPS À PERDRE : AVANT MÊME LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT PROVISOIRE, LES AUTORITÉS CABINDAISES ONT DÉCIDÉ DE LANCER UNE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE AFIN DE SE FAIRE DES ALLIÉS AU NIVEAU RÉGIONAL OU EN DEHORS DE L'AFRIQUE.



Aussi les responsables cabindais soutiennent-ils, sans attendre la position de l'UA (Union africaine) la candidature de l'ancien président du Sénégal, Maky Sall au poste du Secrétaire général de l'ONU. Pour Jean-Claude Nzita, le porte-parole du FLEC-FAC, Maky Sall en tant que ressortissant de l'Afrique, continent sur lequel se reposent les espoirs du monde compte tenu de ses richesses, de sa jeunesse et de son importance dans la lutte contre le réchauffement climatique, mérite d'occuper ce poste.

Dans la région, « des contacts sont en cours et des échanges aussi avec des milieux divers, même s'il n'y a pas encore de réaction significative à notre indépendance.

A ce stade, je préfère me taire », a dit Jean-Claude.

Mais sur les apports avec les pays comme les Etats-Unis, le porte-parole du FLEC-FAC se montre moins énigmatique : « Comme l'a rappelé Le Monde, le Cabinda est d'une importance stratégique pour ses réserves de pétrole, maintenant, nous construisons liens avec des tels partenaires. « Avec le Portugal, puissance colonisatrice, une coopération bilatérale réciproquement bénéfique est sérieusement envisagée grâce à nos binationaux portugais-cabindais ». C'est pourquoi, j'ai, dernièrement, exhorté les citoyens du Cabinda à revendiquer leur nationalité portu-

gaise, dit-il. Son pays, la République cabindaise reconnaîtra sans doute la double nationalité.

En Europe, les autorités cabindaises multiplient des conférences de presse dans l'enceinte de l'Union européenne, et en même

temps, auprès des eurodéputés, elles mènent des actions de lobbying et de sensibilisation pour la reconnaissance internationale.

L'aboutissement de ces initiatives paraît, à plus d'égards, incertain, néanmoins, leurs conséquences sont évidentes sur la scène politique angolaise. Coïncidant avec les élections de 2027, cette campagne diplomatique risque de diviser les partis politiques surtout du point de vue de la communication. Mais aussi sur les réponses à donner à l'activisme des responsables cabindais : repres-

sions ou négociations sur l'autonomie ? En attendant, Luanda observe. Africadixit

*Dans la région,
« des contacts sont
en cours et des
échanges aussi
avec des milieux
divers, même s'il
n'y a pas encore
de réaction signifi-
cative à notre
indépendance.*



Le Mali reconnaît la marocanité du Sahara: le choix du réalisme face aux illusions

Isaac Hammouch

IL Y A DES DÉCISIONS POLITIQUES QUI DÉPASSENT LE SIMPLE CADRE DIPLOMATIQUE. LA RECONNAISSANCE PAR LE MALI DE LA MAROCANITÉ DU SAHARA EN FAIT PARTIE. CE N'EST PAS UN GESTE ISOLÉ, NI UN HASARD DU CALENDRIER. C'EST LE REFLET D'UN BASCULEMENT PLUS PROFOND, CELUI D'UNE AFRIQUE QUI COMMENCE À REGARDER LES RÉALITÉS EN FACE, LOIN DES DISCOURS IDÉOLOGIQUES ET DES CONFLITS ENTRETENUS DEPUIS DES DÉCENNIES.



Il y a des décisions politiques qui dépassent le simple cadre diplomatique. La reconnaissance par le Mali de la marocanité du Sahara en fait partie. Ce n'est pas un geste isolé, ni un hasard du calendrier. C'est le reflet d'un basculement plus profond, celui d'une Afrique qui commence à regarder les réalités en face, loin des discours idéologiques et des conflits entretenus depuis des décennies. Le Mali traverse aujourd'hui une période difficile. Instabilité sécuritaire, tensions internes, repositionnements internationaux... Dans ce contexte, chaque choix compte. Et celui-ci est lourd de sens. En reconnaissant la marocanité du Sahara, Bamako ne fait pas seulement un choix diplomatique: il fait un choix stratégique, presque existentiel. Celui de s'aligner avec un partenaire stable, crédible, et surtout constant dans ses engagements.

Car au fond, la question est simple. Qui, aujourd'hui en Afrique, peut réellement offrir des perspectives de coopération sérieuses, durables, et respectueuses des souverainetés nationales?

Le Maroc, depuis des années, a fait la démonstration qu'il ne se contente pas de discours. Investissements, coopération religieuse, présence économique, diplomatie active... Rabat est sur le terrain, concrètement, là où beaucoup d'autres se limitent à des postures.

La reconnaissance de la marocanité du Sahara par le Mali vient aussi mettre en lumière une vérité que certains refusent encore d'admettre: le narratif autour de ce dossier s'effrite. Lentement mais sûrement. Les slogans ne suffisent plus. Les alliances construites sur l'idéologie montrent

leurs limites. Et face aux défis réels — terrorisme, développement, stabilité — les États africains cherchent désormais des partenaires fiables, pas des causes abstraites.

Ce choix malien envoie donc un message clair. À ceux qui continuent d'entretenir ce conflit: le temps change. À ceux qui doutaient encore: les lignes bougent. Et à ceux qui observent: une nouvelle dynamique est en train de s'installer sur le continent.

Il ne s'agit pas de dire que tout est réglé. La géopolitique africaine reste complexe, mouvante, parfois imprévisible. Mais une chose est certaine: les décisions comme celle du Mali participent à une clarification progressive. Une forme de retour au réel.

Dans cette recomposition, le Maroc apparaît de plus en plus comme un point d'ancrage. Pas parfait, bien sûr. Mais stable. Cohérent. Et surtout engagé sur le long terme. Et dans une région où l'instabilité est devenue la norme, cela fait toute la différence.

Au fond, ce que montre le Mali aujourd'hui, c'est peut-être simplement cela: qu'à un moment donné, les nations doivent choisir entre les illusions du passé et les réalités du présent. Bamako a choisi.



INTERVIEW EXCLUSIVE

Bea Souleymane Bah

Leader, Entrepreneur & Membre de l'Obama Foundation

« Le changement durable en Afrique viendra de l'intérieur, porté par des leaders engagés et des citoyens qui refusent le statu quo. »

— **Bea Souleymane Bah**

□ Bruxelles, Belgique • □ Afrique & Diaspora

□ **Parcours & Identité**

Q1 — Vous avez 22 ans et déjà un parcours remarquable. Comment vous définissez-vous et quel est votre chemin jusqu'ici ?

Je suis Bea Souleymane Bah, Guinéen d'origine et Belge de nationalité. À 22 ans, je me définis avant tout comme un serviteur du changement — quelqu'un qui croit profondément que la jeunesse africaine et diasporique porte en elle les solutions

aux défis de demain.

Mon parcours prend racine dans les sciences politiques, une formation qui m'a appris à lire les dynamiques de pouvoir, à comprendre les institutions et surtout à croire que la politique, lorsqu'elle est exercée avec intégrité, peut être un formidable levier de transformation sociale. Très tôt, j'ai occupé des responsabilités politiques en tant que collaborateur politique — une

expérience fondatrice qui m'a confronté aux réalités du terrain, aux attentes des citoyens et aux exigences du service public. En parallèle, j'ai investi le champ associatif et entrepreneurial, convaincu que les solutions ne peuvent pas venir uniquement d'en haut.

□ Réalisations & Engagements

Q2 — Quels sont vos domaines d'activités et vos réalisations concrètes à ce jour ?

Mes engagements se déploient sur plusieurs fronts complémentaires.

En entrepreneuriat social, j'ai fondé One World VZW, une association basée en Belgique dont la mission est d'accompagner les jeunes vers l'autonomie. Nous proposons des formations en gestion d'entreprise, du coaching en développement personnel et un espace bienveillant où chaque jeune — indépendamment de son origine socio-économique, de sa religion, de son genre ou de son orientation — peut trouver sa voie et s'épanouir. One World croit que développement personnel et professionnel sont indissociables : on ne construit pas un entrepreneur solide sans construire d'abord une personne confiante et équilibrée.

Sur le plan humanitaire, je suis cofondateur des Guidons du Coeur, une ASBL engagée auprès des personnes les plus vulnérables, leur apportant soutien, dignité et présence dans les moments difficiles.

Ces deux projets incarnent ma conviction que l'impact réel se construit dans la proximité, dans l'écoute et dans l'action collective.

□ La Fondation Obama

Q3 — On dit que vous seriez lié à la Fondation Obama. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Oui, j'ai l'honneur d'être membre de la Obama Foundation — fondée à Chicago par le Président Barack Obama et son épouse Michelle Obama en 2014, et publiquement inaugurée en 2017.

Je suis attendu le 4 juin 2026 au Centre Présidentiel Obama, suite à une invitation officielle

adressée à l'ensemble des membres pour une visite exclusive. C'est une étape que j'attends avec beaucoup d'impatience et d'humilité.

Q4 — Depuis quand cette Fondation existe-t-elle et quels sont ses objectifs ?

La Obama Foundation a été créée en 2014 avec une vision claire : inspirer, connecter et responsabiliser les leaders de demain pour qu'ils transforment leurs communautés et le monde.

Ses programmes phares : la Formation de Jeunes Leaders à l'échelle mondiale, la Girls Opportunity Alliance — dédiée à l'autonomisation des adolescentes — et la My Brother's Keeper Alliance (MBK), qui soutient les jeunes hommes de couleur via le mentorat et la formation professionnelle. La Fondation gère également le Centre Présidentiel Obama à Chicago, hub mondial de leadership et d'innovation civique.

□ Vision pour l'Afrique

Q5 — Que peuvent attendre les Africains de cette Fondation, et quelle est votre vision pour le continent ?

Ma vision est celle d'un continent où le leadership local devient le principal moteur de transformation durable. Je suis convaincu que les solutions les plus puissantes aux défis africains viennent des Africains eux-mêmes — en particulier des jeunes leaders qui comprennent profondément les réalités de leurs communautés.

L'Afrique de demain se construit autour de leaders capables de conjuguer intégrité, innovation et sens du collectif. C'est en investissant dans ces profils que l'on encourage une gouvernance plus inclusive, qu'on stimule l'entrepreneuriat social et qu'on trouve des réponses concrètes en matière d'éducation, de santé et de développement économique.

Je vois aussi un avenir où les leaders africains sont davantage connectés entre eux et au reste du monde, créant des dynamiques de collaboration qui amplifient leur impact bien au-delà des frontières.

MON MESSAGE AUX AFRICAINS

Ne pas attendre le changement, mais l'incarner. Le leadership n'est pas une position — c'est une responsabilité quotidienne d'agir avec intégrité, courage et impact. Les défis que nous rencontrons ne doivent pas être des freins, mais des opportunités de réinventer nos systèmes et notre avenir. L'Afrique regorge de talents, d'énergie et de créativité. Il faut maintenant créer les conditions pour libérer pleinement ce potentiel. L'avenir du continent dépend des décisions et des engagements que nous prenons aujourd'hui.

— Bea Souleymane Bah, Membre de l'Obama Foundation

Le STUDIO124

Un lieu qui donne vie à toutes vos envies
que ce soit en photo ou en vidéo.



En plein coeur du quartier nord de Schaerbeek.
Le studio se situe à **Rue Verte 124 • 1030 Schaerbeek**



ceicrpasbl@gmail.com

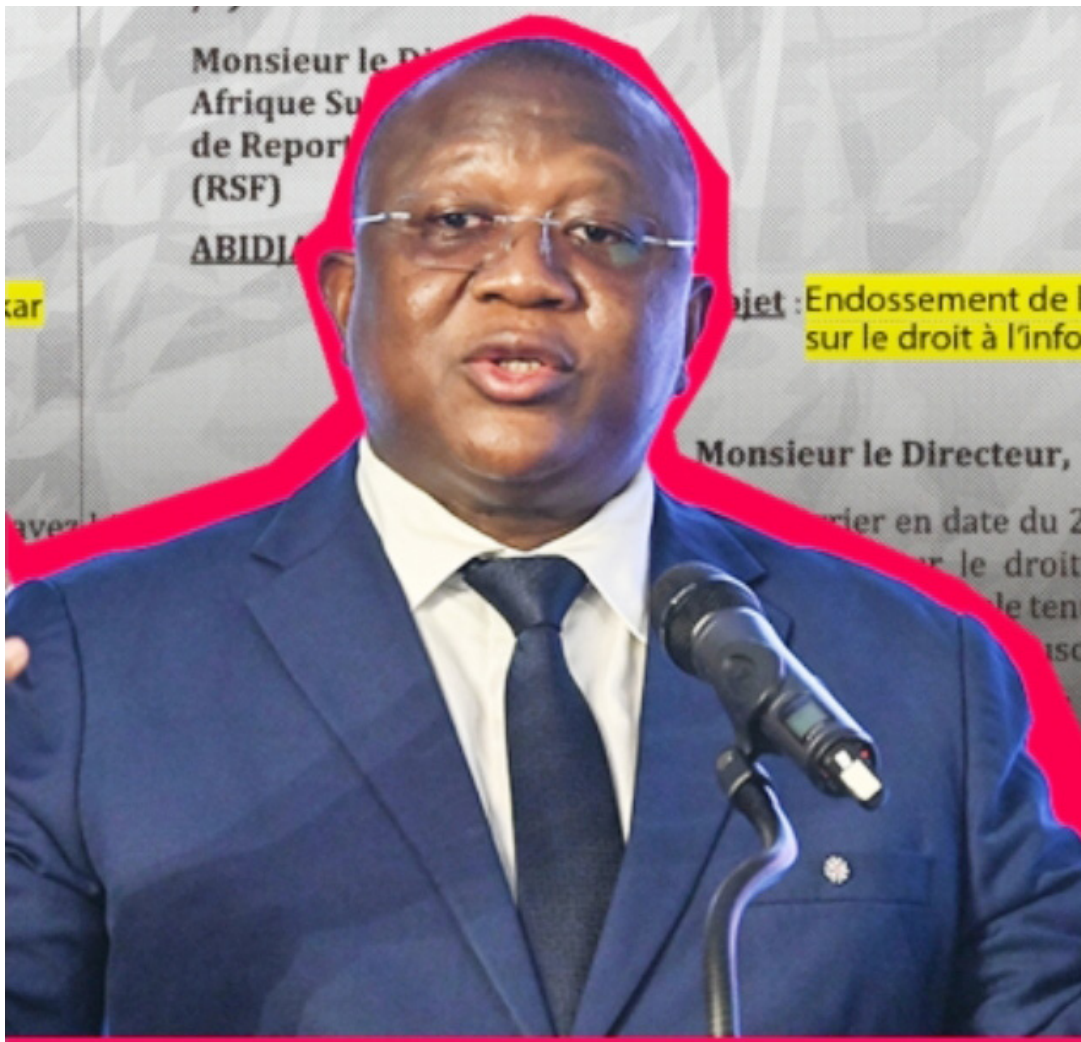


+32 472 04 05 01

studio
124

Droit à l'information au Sahel : la Côte d'Ivoire officialise son soutien à la Déclaration de Dakar

Le ministre de la Communication et de l'Économie numérique et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly. @RS



LE GOUVERNEMENT IVOIRIEN A ENDOSSÉ OFFICIELLEMENT LA DÉCLARATION POUR LE DROIT À L'INFORMATION AU SAHEL INITIÉE PAR RSF EN NOVEMBRE 2024, REJOIGNANT AINSI LA MAURITANIE, LA GAMBIE ET LE LIBERIA. REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF) SALUE UN ENGAGEMENT FORT DE LA CÔTE D'IVOIRE ET APPELLE LES AUTRES ÉTATS DE LA RÉGION À SIGNER LA DÉCLARATION À LEUR TOUR ET À METTRE EN ŒUVRE DES PLANS D'ACTION EN LA MATIÈRE.

Sofia Events
CATERING & EVENTS

Samedi
16 Mai
2026
20h00

100% Familiale

La Marocaine 8

Souad Hassan - Latifa Raafat - Kamiliya Chiibi
Kawkab Fethi - Orchestre YAMRY - Othmane Lamine - Zineb Laaroub

Maison de la Poste (Tour & Taxis)
7 Rue Picard 1000 Bruxelles Parking au N 11



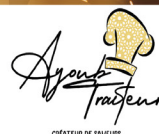
MILOUD JELLOUL
PRÉSIDENT & FONDATEUR
+32 475 227 954

INFOS & TICKETS SUR
WWW.SOFIA-EVENTS.BE



CONTACTER-NOUS

Artwork by Simohamed Benaghmouch



Bonne nouvelle pour le respect et la promotion du droit à l'information au Sahel : le gouvernement ivoirien, par le biais du ministre de la Communication et de l'Économie numérique et porte-parole du gouvernement, Amadou Coulibaly, a officiellement endossé, par une lettre signée le 16 avril 2026, la Déclaration de Dakar en faveur du droit à l'information au Sahel portée par RSF.

“La Côte d'Ivoire a rejoint le Liberia, la Mauritanie et la Gambie en signant la Déclaration pour le droit à l'information au Sahel, un acte qui constitue une avancée significative dans le renforcement de la liberté de la presse. L'adhésion aux dix principes énoncés dans la Déclaration requiert un plan d'action pour concrétiser cet engagement. RSF continue sa mobilisation et réaffirme son appel aux autres États de la région, notamment ceux de l'Alliance des États du Sahel, à s'inscrire dans cette logique en signant la Déclaration, afin de s'engager à faire disparaître la propagande et la désinformation dans la région.

Sadibou Marong
Directeur du bureau Afrique subsaharienne
de RSF

Les engagements de la Déclaration sont basés sur des principes de protection pour permettre aux journalistes de l'espace sahélien et au-delà de remplir leur fonction sociale en travaillant librement. Pour le ministre Amadou Coulibaly, l'engagement de son pays s'inscrit “dans la continuité des efforts constants de la Côte d'Ivoire en faveur de la promotion de la liberté de la presse et du droit d'accès à l'information, considérés comme des piliers essentiels d'une gouvernance démocratique”.

La Déclaration a été lancée en novembre 2024 à Addis-Abeba en Éthiopie, au cours d'une conférence co-organisée par l'UNESCO et l'Union africaine (UA) à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes. En octobre 2025, elle a été présentée à plusieurs États au cours d'une conférence régionale sur le droit à l'information au Sahel organisée par RSF à Dakar. La Mauritanie, la Gambie et le Liberia l'avaient endossée publiquement à cette occasion.

Les dix engagements de la Déclaration sont basés sur des principes de protection pour permettre aux journalistes de remplir leur fonction sociale en travaillant librement. Les pays signataires consentent à mettre tout en œuvre pour :

- 1 Reconnaître et garantir le droit à l'information défini par la Déclaration internationale sur l'information et la démocratie comme “la liberté de rechercher et de recevoir des informations fiables et d'y accéder” ;
- 2 Autoriser l'accès des journalistes aux zones à risque, telles que les zones de conflit, tout en assurant leur sécurité
- 3 Garantir que la diffusion d'informations d'intérêt public, en particulier s'agissant d'opérations militaires ou sécuritaires, ne soit pas interrompue ;
- 4 Mettre fin à l'impunité des attaques verbales et agressions physiques dont font l'objet les journalistes et s'assurer que leurs auteurs sont poursuivis pénalement ;
- 5 Garantir un accès continu à Internet, en particulier durant les périodes d'intense mobilisation sociale comme les élections ou les manifestations publiques ;
- 6 Aligner les lois qui encadrent les communications électroniques sur les normes internationales les plus protectrices pour la liberté d'informer des journalistes et le droit à l'information ;
- 7 Adopter des lois sur l'accès à l'information publique, en conformité avec les normes internationales en vigueur ;
- 8 Promouvoir la qualité de l'information et les sources fiables à travers la reconnaissance de la Journalism Trust Initiative (JTI) comme norme de référence ;
- 9 Soutenir le développement d'une agence régionale de soutien aux médias dont le mandat contribue à protéger la liberté de la presse et le droit à l'information au Sahel, ainsi que l'indépendance et la soutenabilité des médias locaux ;
- 10 Collaborer de bonne foi avec les organes internationaux et régionaux indépendants compétents, en particulier le rapporteur spécial pour la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique aux fins de la mise en œuvre de ses recommandations.

Recevez votre cadeau de bienvenue !



Photo : Halhoule

www.menmagazine.fr

Félicitation

1 numéro Men Magazine offert

⚠ Offre limitée :
Les 1000 premiers,
Cliquez ici, pour recevoir
votre magazine



<https://menmagazine.fr/cadeaux-1-numero-men-magazine>

www.menmagazine.fr